



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction Générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 05 Septembre 2022

## Régional

### ❖ Soutien au secteur privé africain à hauteur de 5 Mds USD par le Japon et la BAD

Le Japon, en partenariat avec la Banque Africaine de Développement (BAD) s'est engagé à consacrer jusqu'à 5 Mds USD pour soutenir le secteur privé africain. Cet engagement correspond à la 5<sup>ème</sup> phase de l'Initiative conjointe d'assistance renforcée au Secteur Privé (EPSA), lancée en 2007, qui vise à mobiliser des ressources pour aider à la mise en œuvre de la stratégie BAD pour le développement du secteur privé. La phase 5 porte sur la période 2023-2025 et couvre cinq domaines prioritaires que sont l'électricité, la connectivité, la santé, l'agriculture et la nutrition. Dans le cadre d'un guichet spécial créé pour cette phase, le Japon devrait accorder jusqu'à 1 Md USD de financements aux pays qui œuvrent à améliorer de « manière régulière et significative la situation de leur dette ».

### ❖ Le taux de chômage du Kenya est le plus élevé d'Afrique de l'Est

D'après la Banque mondiale, 5,7 % de la population active kényane était sans emploi en 2021, contre 2,8 % en 2013. Ceci est presque le double de la moyenne Est-Africaine de 2,7 % : 2,6 % en Tanzanie, 3,7 % en Éthiopie, 2,9 % en Ouganda, 1,6 % au Rwanda. Selon *l'East African*, cette croissance a été attribuée à une croissance économique alimentée par les infrastructures, à faible intensité de main-d'œuvre, et à une adoption plus rapide des technologies, qui a entraîné des suppressions massives d'emplois, notamment dans les secteurs de l'assurance et des services bancaires. La situation est aggravée par le fait que plus d'un million de jeunes sont diplômés chaque année et entrent ainsi dans le marché du travail.

### ❖ Burundi

*Pas de brève cette semaine*

### ❖ Comores

*Pas de brève cette semaine*

## 📍 Djibouti

Pas de brève cette semaine

## 📍 Erythrée

Pas de brève cette semaine

## 📍 Ethiopie

### Lancement des activités commerciales de *Safaricom* en Éthiopie

Dans le cadre du déploiement progressif de ses services en Éthiopie, le kenyan *Safaricom* a lancé une phase de test de son réseau commercial à Dire Dawa le 29 août, étendue quelques jours plus tard à la région d'Harar (80 km au sud-est de Dire Dawa). Les utilisateurs devraient avoir un accès au réseau mobile 2G, 3G et 4G (seul Addis-Abeba dispose officiellement d'une couverture 5G). L'entreprise ambitionne de couvrir 25 villes d'ici à avril 2023. Pour rappel, *Safaricom* est le premier bénéficiaire de l'ouverture du secteur des télécoms en Éthiopie. Une licence lui avait été attribuée en juin 2021 pour un montant de 850 MUSD.

### Approbation d'un projet de loi pour l'ouverture du secteur bancaire éthiopien

Un projet de loi visant à ouvrir le secteur bancaire éthiopien aux banques étrangères a été approuvé par le Conseil des ministres le 3 septembre 2022. Annoncé dès février 2022, ce projet a été confié à un comité ad hoc en charge d'amender le Code financier éthiopien (« *Banking Proclamation* ») et la loi sur investissements (« *Investment Law* »),

l'assouplissement des restrictions devant permettre aux banques étrangères d'investir en Éthiopie. Longtemps attendue par de nombreux partenaires du pays, cette ouverture du secteur bancaire permettrait, selon le gouvernement éthiopien, « d'accroître la compétitivité, l'efficacité et l'efficience du secteur financier ». Si les 19 banques éthiopiennes continuent d'afficher de bonnes performances malgré les chocs dus au Covid, au conflit, et aux défis de l'environnement réglementaire, elles restent très réticentes à l'ouverture du secteur. Ce projet de loi doit être approuvé par le parlement éthiopien qui se réunira en octobre 2022.

### Don de 60 000 tonnes d'engrais à l'Éthiopie par l'Office Chérifien des Phosphates (OCP)

OCP (fabricant marocain d'engrais) a fait un don de 60 000 tonnes d'engrais au gouvernement éthiopien, le 24 août 2022. La majorité de cet engrais (NPSB) sera directement distribuée aux agriculteurs et une partie (10 000 t) consacrée au traitement de sols acides en Éthiopie (43 % des terres cultivées). Avec la mise en service de 2 usines de mixage d'engrais (en région Oromia et Amhara), OCP teste actuellement 18 nouvelles formules d'engrais adaptées au sol éthiopien. Dans un contexte politique et macroéconomique qui se détériore (réserves en devises couvrant 0,7 mois d'importations), une hausse de la demande interne (+ 24%/an sur la dernière décennie et consommation de 1 Mt/an en moyenne), la hausse des coûts d'importation de l'engrais (1,4 Md USD sur 2021/22, soit une hausse de + 98 % par rapport à l'année précédente), des transports sur le marché international et la guerre en Ukraine viennent exacerber la situation précaire de l'Éthiopie.

### Hausse du déficit commercial de l'Éthiopie

Sur l'année fiscale 2021/2022, le commerce extérieur de l'Éthiopie s'établissait à 22,2 Mds USD, soit une hausse de 24 % par rapport à l'année précédente. Le montant total des

exportations éthiopiennes se situe à 4,1 Mds USD (+ 13,9 % par rapport à 20/21), représentant 3,9 % du PIB (contre 3,3 % du PIB en 20/21). Les importations, quant à elles, s'élèvent à 18,1 Mds USD (+ 26,6 %) représentant ainsi 17,2 % du PIB (contre 12,9 % en 2019/20). Le montant des importations est supérieur d'environ 4,4 fois à celui des exportations, élargissant le déficit commercial à 14 Mds USD. Les principaux clients de l'Éthiopie étaient la Suisse (549 MUSD, 13 % du total), les Pays-Bas (387 MUSD, 9 %) et les États-Unis (35 MUSD, 9 %). Pour la deuxième année consécutive, les trois principaux postes d'exportation étaient le café (1,4 Md USD), l'or (546 MUSD) et les fleurs (544 MUSD), représentant plus de 60 % des exportations éthiopiennes (contre 40 % les années précédentes). Avec 18,2 % d'importations totales (3,3 Mds USD), la Chine demeure le principal fournisseur de l'Éthiopie, suivi de l'Inde (2,7 Mds USD, 14,9 % du total), des Émirats arabes unis (1,2 Mds USD, 6,6 %). Dans un contexte d'invasion de l'Ukraine par la Russie, trois produits essentiels importés par l'Éthiopie ont enregistré des hausses importantes sur le marché mondial. Ainsi, les importations de pétrole ont coûté 3,4 Mds USD (en hausse de 83 %), les céréales 2,2 Mds USD (+ 63 %) et des importations d'engrais de 1,4 Mds USD (+ 98 %), représentant 38,7 % des importations totales.

## Kenya

### L'État contrôlera les prix du gaz de cuisine d'ici juin 2023

L'État compte introduire une nouvelle réglementation sur le prix du gaz de cuisine (GPL) d'ici juin 2023, ajoutant ainsi à la liste des produits pétroliers dont les prix sont fixés par l'Energy and Petroleum Regulatory Authority (Epra). Contrairement aux prix de l'essence, du diesel et du kérosène, qui sont ajustés le 15 de chaque mois, le prix du gaz de cuisine n'est actuellement pas contrôlé. Le marché kenyan du gaz de cuisine est contrôlé par quelques entreprises privées qui contrôlent l'importation

du produit via les ports de Mombasa et Dar es Salaam et sa distribution locale. Cela a entravé les efforts déployés par le gouvernement pour réduire le coût du produit, dans le but de réduire la dépendance aux combustibles sales tels que le kérosène, le charbon de bois et le bois. Le gouvernement souhaite maintenant introduire un système d'appel d'offres ouvert (OTS) pour l'importation de gaz de cuisson, dans lequel le soumissionnaire le plus bas sera autorisé à expédier le produit pour un cycle d'importation spécifique. Selon une analyse de *The Nation*, des projets d'infrastructure accompagnent également le cadre réglementaire qui sera établi, comme en témoigne le nouveau terminal pétrolier *Kipevu II*, qui a la capacité de charger et décharger toutes les catégories de produits pétroliers, ainsi que l'installation de stockage de 25 000 tonnes de GPL qui devrait être construite par la *Kenya pipeline company*.

### Le Kenya Flower Council demande l'aide de l'État face à la pénurie d'engrais

Le Kenya flower council (KFC) a demandé au gouvernement entrant d'aider les agriculteurs à accéder aux engrais à base de nitrate, qui sont en rupture de stock sur la plupart des marchés. La situation s'aggrave pour les petits agriculteurs qui commandent des engrais en fonction de leurs besoins. Le directeur général du KFC a imputé la pénurie à la décision de la Chine de réduire ses exportations et à la guerre entre l'Ukraine et la Russie. La fertilité des sols de la région a diminué, ce qui souligne l'importance des engrais, dont les prix ont été multipliés par trois. Bien que le secteur se stabilise après avoir subi les effets du covid 19, le directeur souligne les défis suivants auxquels le secteur est confronté : le coût élevé des vols, du carburant et de l'électricité.

### Le FMI conseille au nouveau Président de réduire les dépenses et d'augmenter les impôts

Le FMI a exhorté le nouveau président à réduire les dépenses publiques. Il préconise des

dépenses sociales et de développement ciblé afin de soutenir les personnes vulnérables. Ces recommandations font écho aux conditions liées au versement de 235,6 MUSD à l'ancienne administration kenyane par le FMI dans le cadre de la troisième revue de la facilité élargie de crédit, à savoir, l'obligation de réduire le déficit budgétaire en élargissant l'assiette fiscale et en réduisant les dépenses inutiles. Ceci répond à l'augmentation du niveau de la dette, qui approche les 10 000 Mds KES.

## 🍷 Madagascar

L'Union Européenne financera la première phase du NDICI à hauteur de 325 MEUR

La nouvelle ambassadrice de l'Union européenne à Madagascar Isabelle Delattre a présenté ses lettres de créances au ministère des Affaires étrangères le 5 septembre. Dans le cadre de sa mission, elle mettra en œuvre la première phase du Programme indicatif pluri-annuel (*PIM, 2021-2024*) du programme *Neighbourhood, Development and International Cooperation Instrument (NDICI)* entre l'Union européenne et Madagascar, qui sera doté d'un montant total indicatif de 325 MEUR. Il s'articule autour de trois domaines prioritaires : la gouvernance et le développement humain (97,5 MEUR), la croissance durable et les emplois (97,5 MEUR), le pacte vert (113,75 MEUR), qui seront accompagnés de mesures d'appui (16,25 MEUR). Le NDICI succède au Programme indicatif national (PIN) financé par le 11<sup>ème</sup> FED, qui s'est achevé avec des engagements globaux de 492 MEUR.

## 🍷 Maurice

Lancement du label *Made in Moris Pledge*

Depuis le 7 septembre 2022, le groupe hôtelier *mauricien Attitude* (huit établissements) est le premier acteur à se lancer dans le programme *Made in Moris Pledge*. Animée l'Association des Manufacturiers Mauriciens (AMM), cette initiative vise à valoriser les efforts des entreprises qui s'approvisionnent pour plus de moitié en produits locaux. Elle s'inscrit dans le développement du label *Made in Moris* qui garantit l'origine et l'intégration de la chaîne de valeur des produits industriels et de certains services. Ce label a été attribué à plus de 350 marques depuis 2012.

## 🍷 Ouganda

Le système fiscal pointé du doigt lors du 6<sup>th</sup> *Economic Growth Forum*

Du 31 août au 1<sup>er</sup> septembre s'est tenu le 6<sup>ème</sup> *Economic Growth Forum*, organisé par le ministère des Finances, de la Planification et du Développement économique en partenariat avec l'*International Growth Center (IGC)*. Cet événement, dont le thème était la construction d'une économie autonome et résistante aux chocs futurs, a permis d'aborder les problèmes posés par le système fiscal du pays et notamment l'intérêt de réduire les incitations fiscales pour accroître le revenu domestique. L'Ouganda, qui ne perçoit que 11 % de son PIB en recettes fiscales, est en effet bien en-dessous de la moyenne des pays au même niveau de revenu. Selon un rapport publié par *USAID* en août, les incitations fiscales et exonérations d'impôt accordées aux investisseurs locaux et étrangers amputent les revenus de l'Etat à hauteur de 3,6 % du PIB. Une réduction des incitations permettrait, selon le directeur de l'IGC (Dr Richard Newfarmer), d'augmenter les recettes publiques et de réaliser des investissements stratégiques pour renforcer l'inclusion financière et la résilience de l'économie aux chocs.

## 🍷 Rwanda

Pas de brève cette semaine

## 🍷 Seychelles

Signature d'un accord d'exploration et d'extraction pétrolière avec *Adamantine Energy Ltd*

L'entreprise canadienne *Adamantine Energy Ltd* a signé un accord avec le gouvernement seychellois et *Petro Seychelles Ltd*, le 2 septembre 2022. Il vise à explorer un bloc pétrolier dans une zone d'environ 9000 km<sup>2</sup>, située à 80 km au sud-est de Mahé et dont les réserves de pétrole sont estimées à plusieurs millions de barils. Si les recherches sont fructueuses, le pays bénéficiera d'une redevance de 10 % sur le premier lot de pétrole extrait ou d'une redevance de 5 % sur le gaz, suivie d'une taxe de 35 % sur les bénéfices réalisés par la société. Le contrat porte sur 34 ans dont 9 ans pour la phase d'exploration et 25 ans pour la phase d'extraction. *Adamantine Energy*, dont le siège régional se trouve à Nairobi, avait déjà initié en 2012 une phase d'exploration dans le nord-ouest du Kenya (*bloc 11B*), qui s'était achevée en 2016.

## 🍷 Somalie

Pas de brève cette semaine

## 🍷 Soudan

Prise de fonction de l'Ambassadeur américain au Soudan

L'Ambassade des Etats-Unis a annoncé le 24 août la prise de fonctions de M. John Godfrey comme ambassadeur des Etats-Unis au Soudan. Il s'agit du premier ambassadeur américain depuis 25 ans. Les deux pays avaient décidé d'augmenter leur niveau de représentation diplomatique dès novembre 2019, mais ce n'est que le mois dernier que la nomination de l'émissaire américain a pu être concrétisée alors que son homologue soudanais aux Etats Unis avait été nommé en 2020.

## 🍷 Soudan du Sud

Augmentation du budget fiscal proposé par le conseil des ministres de l'état d'Équatoria

Le *Central Equatoria State Council*, conseil des ministres de l'état d'Équatoria central, a transmis au Parlement une proposition de budget de 16 Mds de livres sud-soudanaises pour l'exercice 2022/23. À titre de comparaison, le conseil avait statué sur un budget de 5 Mds de livres sud-soudanaises pour l'exercice 2021/22. Le ministre de l'Information et des Communications de l'État d'Équatoria central, Andrug Mabe Severio, a précisé que le budget serait financé par les recettes publiques et les subventions nationales. Les dépenses publiques seront axées sur le renforcement de la sécurité, le développement des infrastructures de la ville de Juba ainsi que sur la reprise économique post pandémie. Cette démarche s'inscrit dans une dynamique nationale de normalisation de la gestion budgétaire qui n'était, jusqu'à l'année dernière, soumise à aucune contrainte de formalisation sous forme de vote de l'assemblée législative.

## 🍷 Tanzanie

Le nouveau port de *Karema* commence ses opérations

Doté de deux quais, le port de *Karema* sur le lac Tanganyika a commencé ses opérations le 1<sup>er</sup> septembre 2022, marquant une nouvelle étape dans le développement des transports maritimes du pays. Situé sur la rive Est du lac Tanganyika dans la région de Katavi, à 123 km de la ville de Mpanda et à 230 km au sud de Kigoma, le port devrait, à terme, être connecté au Chemin de fer à écartement standard (SGR). Le vice-ministre des Travaux publics et des Transports, Fred Mwakibete, a indiqué que le port de Karema avait pour vocation de relier la partie sud de la République démocratique du Congo (RDC), le Burundi et la Zambie au port de Dar es Salam. La construction qui a commencé en octobre 2019 a été effectuée par la société chinoise *Xiamen* pour un coût de 20,6 MUSD. La capacité initiale du nouveau terminal portuaire est d'un million de tonnes de fret, mais selon les autorités, elle pourrait être augmentée à 3 millions de tonnes.

## Renforcement du service de BRT par l'arrivée de 95 nouveaux bus

Le Directeur général de l'Agence de transport rapide de Dar es-Salaam (DART), Edwin Mhede, a annoncé le déploiement dès la deuxième semaine de septembre, d'une nouvelle flotte de 95 bus sur le réseau BRT (*Bus Rapid Transit*) de la capitale par un nouvel opérateur venu des Émirats arabes unis. Les services du nouvel acteur compléteront ceux de *Usafiri Dar es-Salaam Rapid Transit (Udart)*, l'opérateur public exploitant actuellement le réseau. Cela portera à 305 le nombre de bus exploités sur les différentes lignes du réseau. La nouvelle flotte, selon Edwin Mhede, augmentera l'offre de service du BRT qui pourra traiter un trafic quotidien plus élevé. Le nombre de transports quotidiens de passagers devrait augmenter jusqu'à 400 000 à 500 000 contre 180 000 et 200 000 actuellement.

## Vodacom devient le premier opérateur en Tanzanie à lancer la 5G

La société de télécommunications *Vodacom Tanzania Plc* a lancé, le jeudi 1<sup>er</sup> septembre 2022,

le premier réseau mobile de cinquième génération (5G) en Tanzanie. La nouvelle technologie devrait notamment permettre d'accélérer la transformation numérique du pays avec des vitesses de téléchargement pouvant atteindre 40 fois celles de la 4G. Vodacom vise environ 230 sites 5G dans le pays d'ici novembre. La société commencera par déployer plusieurs sites dans la capitale Dar es Salam, avant d'étendre le service à d'autres régions. La technologie sera disponible pour les clients du réseau fixe par le biais des routeurs 5G de *Vodacom*, ainsi que pour les utilisateurs de smartphones disposant d'appareils compatibles 5G.

## CONTACTS

### Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : [quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

### Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

### Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE

[julien.defrance@dgtresor.gouv.fr](mailto:julien.defrance@dgtresor.gouv.fr)

### Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

[suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)

### Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

[annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

### Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

[Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi  
([jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

[heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr](mailto:heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr)

©DGTresor